



Politique climatique

Un prix global pour les émissions de gaz à effet de serre est à portée de main

08.01.2021

D'un coup d'oeil

La «grève du climat Suisse» se mobilise dès le début de l'année pour présenter un plan d'action pour le climat. À l'échelle internationale, la politique climatique avance comme jamais: à la fin de l'année dernière, les plus grandes économies - dont la Suisse - se sont engagées à atteindre un objectif de zéro émission nette et à mieux coordonner la coopération internationale. C'est la première fois dans l'histoire qu'on assiste à la formation d'une alliance climatique ayant le potentiel de modifier effectivement l'évolution du climat.

Alors que la pression de la rue est devenue visible et perceptible grâce à la «Grève du climat Suisse», l'opinion publique accorde peu d'attention au mouvement en cours au niveau de la politique climatique internationale. Lors du sommet des Nations unies sur la protection du climat à la mi-décembre, un grand nombre de nations se sont fixé de nouveaux objectifs climatiques plus élevés et formé une «coalition des grandes ambitions». Ce faisant, elles ont ouvert une nouvelle ère du multilatéralisme - une sorte de club climatique exclusif. La Suisse en fait partie.

Transition vers une nouvelle forme de multilatéralisme et de politique climatique mondiale

Pas moins de 75 nations se sont engagées unanimement à atteindre un objectif zéro émission nette, ce qui est remarquable. Ce n'est pourtant pas le nombre de nations participantes qui importe mais leur empreinte en matière de commerce et d'émissions de gaz à effet de serre. Les États-Unis étaient représentés au sommet sous la forme d'une alliance de régions américaines ayant des objectifs de décarbonisation. La Chine a aussi participé, ce qui est décisif pour une coalition visant la neutralité carbone. Les membres du club couvrent ainsi 65% des émissions mondiales. La voie à suivre pour atteindre ces objectifs ambitieux est de plus en plus claire: un prix commun du carbone. De son côté, l'OCDE indique à ses États membres que la mise en place d'un prix pour les gaz à effet de serre est la meilleure solution compte tenu des risques à long terme liés à la hausse des températures moyennes. Selon le dernier tour d'horizon de l'OCDE, la tarification des gaz à effet de serre se présente bien mieux que ce que l'on pense généralement. Un déficit de tarification demeure certes dans la plupart des pays (cf. graphique 4, page 5 du [Rapport de l'OCDE](#), 2018), mais les écarts ne cessent de se réduire.

Nous avons besoin de la contribution de chacun

La «grève du climat Suisse» organise une conférence de presse numérique le vendredi 8 janvier, où elle présente son plan d'action climatique. Son contenu est sans surprises. Quoi qu'il en soit, ce mouvement exprime des inquiétudes qui doivent être prises au sérieux. Il faut se féliciter des pressions exercées sur les décideurs politiques par ce biais. La coordination internationale du mouvement est impressionnante, et les gouvernements du monde entier peuvent s'en inspirer. Cependant, l'hypothèse de ce mouvement selon laquelle la transition climatique ne peut venir que d'un plan d'action orchestré par l'État est fausse. Au contraire, pour y parvenir, nous avons besoin d'un prix

global pour les émissions de gaz à effet de serre et donc de conditions-cadre comparables au niveau mondial. Les incitations doivent fonctionner pour que l'évolution aille dans la direction souhaitée. C'est la seule façon d'avoir un véritable impact - et cela nécessite la contribution de chacun.